

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 10 SEP. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 août 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SITOM DES VALLÉES DU MONT BLANC

269, rue des Egratz, 74 190 Passy

Références : 20240829-RAP-InspectionDechargeLaFrasse

Code AIOT : 0010800437

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 août 2024 dans l'établissement SITOM DES VALLÉES DU MONT BLANC implanté à La Frasse 74 190 Passy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Cette visite visait à faire le point sur l'état de l'ancienne décharge et sur les modalités de son entretien.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITOM DES VALLÉES DU MONT BLANC
- La Frasse 74 190 Passy
- Code AIOT : 0010800437
- Régime : Autorisation
- Non Seveso, non IED

Le Syndicat Intercommunal de la Moyenne Vallée de l'Arve, devenu depuis Syndicat Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères (SITOM) des Vallées du Mont-Blanc, a été autorisé, par arrêté préfectoral n° 4251 du 12 novembre 1974, à exploiter une décharge d'ordures ménagères au lieu dit « La Frasse » sur la commune de Passy. La décharge est située à l'extrémité Est de la plaine de Sallanches, adossée au versant du plateau d'Assy, et dominée par le viaduc des Egratz.

Le site a accueilli, entre 1974 et 1995, environ 320 000 tonnes d'ordures ménagères préalablement broyées, soit un volume compris entre 330 000 et 400 000 m³, sur une surface de 24 000 m² et une hauteur pouvant atteindre 30 mètres. 4 500 m³ de mâchefers y ont également été stockés.

Après de premiers travaux de remise en état, des tassements différentiels ont été constatés en 2013 remettant en cause l'étanchéité de la couverture.

De nouveaux travaux ont été prescrits par arrêté préfectoral du 10 octobre 2014 sur la base d'une étude réalisée le 9 avril 2014.

Enfin, le 7 mai 2024, le SITOM des vallées du Mont-Blanc a demandé l'institution d'une servitude d'utilité publique sur le site afin de fixer de façon pérenne les usages des sols.

Thèmes de l'inspection : déchets, sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, la prescription contrôlée et sa référence réglementaire,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet : lettre de suite, mise en demeure, sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Remise en état du site	AP Complémentaire du 10/10/2014, article 2
2	Surveillance des milieux	AP Complémentaire du 10/10/2014, article 4
3	Gestion des effluents	AP Complémentaire du 10/10/2014, article 6
4	Entretien du site	AP Complémentaire du 19/10/2014, article 7
5	Demande de SUP	Code de l'environnement, article R.515-31-3 – II

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Sur la base des constats réalisés, nous demandons au SITOM des Vallées du Mont-Blanc de :

- prendre les dispositions nécessaires pour pérenniser le rejet provenant de l'amont de la décharge et collecté par le caniveau sommital et de ne pas revenir à la situation antérieure de collecte dans un drain souterrain, susceptible de produire des lixiviats par infiltration dans les déchets d'une partie de son débit,
- établir des procédures relatives à la surveillance et à l'entretien de la décharge et de tracer les actions réalisées dans ce cadre.

- prendre l'attache du SISE pour modifier la convention de rejet afin qu'elle permette un débit de rejet plus important notamment en période hivernale,
- veiller à ce que les capots des piézomètres de surveillance du site soient cadenassés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2014, article 2
Thème : Risques chroniques, Couverture des déchets
<p>Prescription contrôlée : La remise en état de la décharge située au lieu dit « La Frasse » sera réalisée conformément aux dispositions proposées dans l'avant-projet daté du 9 avril 2014 précité, établi par le bureau INGEOS (scénario 2 du document). Elle consistera notamment dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le reprofilage du dôme sommital de la décharge et de la zone mâchefers, • le reprofilage des risbermes et de la cunette en pied de talus, • le confinement par complexe géosynthétique bentonitique, d'une part, de la plate-forme sommitale ainsi que sa zone de transition avec la crête des talus et, d'autre part, de la zone mâchefers, • les reprises de la couverture végétale sur les parties dégradées des talus au-dessus de la risberme supérieure, • la remise en forme du réseau de collecte des eaux superficielles, • l'aménagement paysager.
<p>Constats : Lors de la visite, les aménagements étaient en bon état. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la couverture sommitale ne présentait pas de défauts susceptibles de remettre en cause son étanchéité, • les caniveaux de collecte des eaux superficielles étaient en bon état, • le site ne présentait pas de trace d'instabilité. <p>Lors de l'inspection, l'exploitant nous a montré en partie sommitale un rejet superficiel continu qui s'effectuait par un tuyau souple dans le caniveau périphérique bétonné destiné à détourner les eaux de pluie ruisselant de l'amont du site et susceptibles de pénétrer dans son emprise. L'exploitant nous a indiqué que ce rejet émanait du trop plein d'une source située en amont de la décharge, dont l'eau est exploitée à des fins industrielles et alimentaires.</p> <p>Il nous a également précisé que la situation actuelle avait une vocation provisoire et expérimentale mais qu'il voulait la pérenniser. Précédemment, le rejet se faisait dans un drain enterré situé également en amont de la décharge mais ne présentant pas de garantie d'une captation complète du débit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons au SITOM des Vallées du Mont-Blanc de prendre les dispositions nécessaires pour pérenniser le rejet du trop plein de cette source dans le caniveau sommital et de ne pas revenir à la situation antérieure susceptible d'augmenter la production de lixiviats par infiltration dans les déchets d'une partie de son débit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2014, article 4
Thème : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera, à compter du début des travaux objet de l'article 2, une surveillance des lixiviats et des eaux souterraines de la décharge au moyen de campagnes d'analyses, dans les conditions définies en annexe 1. Les piézomètres de contrôle des eaux</p>

souterraines sont représentés sur le plan en annexe 2. Les paramètres sur lesquels porteront la surveillance des lixiviats et des eaux souterraines sont précisés en annexe 3.
...
Dès qu'ils seront en possession de l'exploitant, les résultats de ces analyses seront communiqués à l'inspection des installations classées qui pourra demander la réalisation d'analyses complémentaires.
Au vu des résultats d'analyses obtenus dans le cadre de la surveillance des lixiviats et des eaux souterraines, la liste des paramètres analysés pourra être modifiée sur la base d'une proposition de l'exploitant accompagnée d'éléments justificatifs et après accord de l'inspection des installations classées. Le positionnement des piézomètres de surveillance des eaux souterraines pourra être modifié dans les mêmes conditions.
Constats : Nous avons constaté la présence des 3 piézomètres implantés dans le cadre de la réhabilitation de la décharge. Leur capot n'était toutefois pas cadenassés.
Les analyses des eaux souterraines et des lixiviats sont réalisées de façon semestrielle conformément à l'article 4 et à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de veiller à ce que les capots des piézomètres de surveillance du site soient cadenassés
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2014, article 6
Thème : Risques chroniques, Rejet des lixiviat à la STEP de la SISE
<p>Prescription contrôlée : Le traitement des lixiviats est effectué dans la station d'épuration collective urbaine de Passy, exploitée aujourd'hui par le Syndicat Intercommunal de la Station d'Épuration (SISE). Le rejet et le traitement des lixiviats font l'objet d'une convention entre le SITOM des Vallées du Mont-Blanc et l'exploitant de la station d'épuration. Les débits mensuels de lixiviats rejetés au réseau d'assainissement sont déterminés tous les mois.</p> <p>La convention précitée fixe les caractéristiques des lixiviats qui seront rejetés au réseau d'assainissement puis traités par la station d'épuration.</p> <p>Les limites définies dans le second tableau de l'article 5 s'appliquent sans préjudice d'éventuelles exigences complémentaires de la convention.</p> <p>Constats : Les débits de lixiviats collectés au moyen d'un réseau de drains transitent dans une cuve tampon d'où deux pompes redondantes, alimentées électriquement, les envoient dans le réseau d'assainissement.</p> <p>L'exploitant nous a présenté la convention signée avec le SISE le 16 juin 1996. Ce document prévoit des limites de rejet identiques à celles prescrites par l'arrêté du 10 octobre 2014. Il prévoit en outre un débit maximal de 84 m³ par jour et de 1 litre par seconde.</p> <p>Les débits rejetés sont relevés mensuellement. En 2023 on note :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 85 jours de dépassement du débit de 84 m³/j, principalement pendant les mois d'hiver, • 111 m³/j en moyenne pour janvier et 130 m³/j en moyenne pour décembre 2023, • une moyenne journalière calculée sur l'année de 63 m³/h. <p>Concernant la qualité des effluents aucun dépassement n'a été mesuré depuis 2020.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de prendre l'attache du gestionnaire du réseau d'assainissement pour modifier la convention de rejet afin qu'elle permette un débit de rejet plus important notamment en période hivernale.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Entretien du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2014, article 7

Thème : Risques chroniques, Traçabilité de la surveillance

Prescription contrôlée : À l'issue des travaux de remise en état du site objet de l'article 2, l'exploitant contrôlera et entretiendra régulièrement les aménagements réalisés. En particulier :

À une fréquence trimestrielle

- il contrôlera visuellement l'état de la couverture et les éventuels tassements différentiels,
- il entretiendra les ouvrages de collecte et de détournement des eaux de ruissellement en surface de la décharge ou dans son environnement immédiat,

À une fréquence annuelle

- il assurera l'entretien de la couverture végétale et supprimera notamment les essences à racines profondes susceptibles de dégrader la couverture,

Lors de chaque campagne de prélèvement des eaux souterraines

- il veillera au bon état des piézomètres et au maintien des puits de drainage des biogaz.

Ces dispositions feront l'objet de procédures et de compte-rendus tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Si, dans le cadre des contrôles précités, des désordres mettant en cause l'efficacité des travaux de réaménagement étaient mis en évidence, l'exploitant devrait en avvertir l'inspection des installations classées et proposer simultanément des actions correctives accompagnées d'un échéancier.

Constats : L'exploitant nous a précisé qu'il surveillait régulièrement, la plupart du temps de façon hebdomadaire, l'état de la décharge mais que ces contrôles ne faisaient pas l'objet de procédures ni de comptes-rendus.

Lors de la visite, l'exploitant nous a présenté un devis validé le 28 août 2024 pour un entretien en septembre de la couverture végétale du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant d'établir des procédures relatives à la surveillance et à l'entretien de la décharge et de tracer les actions réalisées dans ce cadre.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Dossier de demande de servitudes d'utilité publique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.515-31-3 – II

Thème : Risques chroniques, Contenu du dossier

Prescription contrôlée : Le dossier établi en vue de l'enquête publique, mentionné à l'article R.123-8, est complété par :

- 1° Une notice de présentation ;
- 2° Un plan faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R. 515-31-2 ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes ;
- 3° Un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leurs usages actuels et envisagés ;
- 4° L'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou dans certaines de ses parties.

Constats : Lors de l'inspection, nous avons échangé avec l'exploitant et le bureau d'études INGEOS sur la demande de servitude d'utilité publique déposée le 7 mai 2024.

L'exploitant s'est engagé à transmettre une version plus claire des documents suivant prescrits par le point II de l'article R.515-31-3 du code de l'environnement :

- un plan faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R.515-31-2 ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes,
- un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leurs usages actuels et envisagés.

Les documents joints au dossier présentent en particulier des ambiguïtés concernant les numéros de parcelles.

La procédure se poursuivra, notamment par la transmission d'un projet d'arrêté de servitudes, en dehors du cadre de la présente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite